

À la défense de l'environnement et des
communautés vulnérables depuis 40 ans

**Association
canadienne
du droit
de l'environnement**



40 ans, ça se
fête!



Rapport annuel 2010

40 ans, ça se fête!

L'Association canadienne du droit de l'environnement (ACDE) œuvre à protéger la santé humaine et l'environnement en cherchant à rétablir la justice pour les victimes de la pollution ou des décisions qui ont un impact néfaste sur l'environnement, de même qu'à changer les politiques afin de prévenir d'emblée de tels problèmes. Depuis 40 ans, **l'ACDE** a eu recours à différents outils juridiques, a procédé à des recherches révolutionnaires et a défendu l'intérêt public afin d'accroître la protection de l'environnement et de protéger les communautés. Plus particulièrement, à titre de clinique ontarienne d'aide juridique, nous nous efforçons d'aider ceux qui n'ont pas les ressources pour contrecarrer les grands pollueurs ou qui sont aux prises avec des menaces environnementales complexes.

Voici les objectifs de l'ACDE:

- Procurer un accès équitable à la justice aux personnes qui autrement ne pourraient pas se permettre d'être représentées en cour pour leurs problèmes environnementaux.
- Préconiser des lois, des normes et des politiques élaborées qui protégeront et augmenteront la qualité de la santé et de l'environnement du public à l'échelle provinciale et canadienne.
- Augmenter la participation du public dans la prise de décision environnementale.
- Travailler avec le public et les organismes d'intérêt public afin de prévoir des solutions durables à long terme à l'égard des inquiétudes environnementales et de l'utilisation des ressources.
- Prévenir les dommages nuisibles pour la santé humaine et les écosystèmes par l'exécution de mesures de précautions.

En accomplissant tous ces objectifs, le mandat de l'ACDE bénéficie d'une reconnaissance inestimable afin d'aider les personnes à faible revenu et les communautés défavorisées.

Message de la directrice générale

Au nom du personnel et du Conseil d'administration de l'Association canadienne du droit de l'environnement, il me fait plaisir de vous présenter le rapport annuel 2010. L'année dernière fut une période de plaidoyer à la fois stimulante et gratifiante pour nos clients, tant en ce qui a trait à la réforme du système juridique qu'à nos efforts soutenus d'éducation juridique populaire. Nous sommes heureux de vous présenter quelques-uns des principaux faits marquants de l'année qui vient de s'écouler.

CAUSES INDIVIDUELLES

En 2009-2010, la clientèle et les causes individuelles défendues par l'ACDE ont amené cette dernière à couvrir divers cas à l'échelle de la province, à s'attaquer à des questions concernant les impacts environnementaux et ceux reliés à la santé humaine, à traiter avec des décideurs tant à l'échelle locale que nationale, de même qu'à couvrir une vaste gamme de questions environnementales touchant notamment l'eau, la pollution atmosphérique, l'énergie, les sites contaminés et l'exploitation minière. Les clients de l'ACDE sont des personnes qui, sans notre appui, n'auraient pas eu les moyens d'obtenir l'aide nécessaire pour faire face à ces problèmes environnementaux. Prodiguer une telle aide juridique selon les principes de la justice environnementale constitue l'un des aspects fondamentaux du mandat de l'ACDE. Nous mettons beaucoup d'efforts afin de s'assurer que notre aide en matière de plaidoyer ne serve pas seulement aux clients actuels, mais également à tous ceux qui pourraient un jour être confrontés à des situations semblables.



Causes concernant les sites contaminés

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'ACDE a demandé l'autorisation de former recours devant la Cour suprême du Canada dans le cadre de l'affaire Berendsen, un cas de contamination de longue date. En mai dernier, la Cour suprême du Canada a accordé son autorisation de former recours dans l'affaire Berendsen, et l'ACDE a préparé les documents en vue de l'appel qui sera entendu en janvier 2011. Dans une autre affaire, l'ACDE a représenté un client afin d'assurer la rénovation de logements résidentiels dans le but de réduire le niveau de contamination au plomb.

Causes concernant l'eau

L'ACDE a instruit et négocié : 1) la prolongation d'une entente à long terme pour l'approvisionnement en eau potable de la Première Nation des Mississaugas de New Credit; de même 2) qu'un plan pour la fermeture du site d'enfouissement Tom Howe situé à proximité de celle-ci.

Causes concernant la pollution atmosphérique

L'ACDE a travaillé sur une cause de longue date impliquant d'importantes conséquences néfastes liées à l'exposition aux émissions de fluor d'une usine de revêtements. Le procès est prévu pour le début de l'hiver 2011. L'ACDE a également fourni des conseils concernant un cas de pollution atmosphérique en cours dans le nord-est d'Hamilton.

Causes concernant l'énergie

L'ACDE a fourni des conseils juridiques sommaires sur divers sujets de nature procédurale à de nombreux intervenants qui ont participé à l'évaluation environnementale fédérale se rattachant à la proposition de construire une centrale nucléaire à Darlington. De plus, l'ACDE fournit présentement des conseils sommaires en regard des procédures de la Société de gestion des déchets nucléaires, qui recherche un site pour l'implantation d'une installation permettant le stockage à long terme de résidus de carburant nucléaire présentant un niveau élevé de radioactivité.

Par ailleurs, l'ACDE mène un mandat de surveillance et fournit des conseils sommaires sur la question du transport de déchets radioactifs (générateurs de vapeur usagés) des Grands Lacs jusqu'en Suède, incluant le recyclage de l'acier contaminé. L'ACDE intervient sur le plan de la procédure de l'Office national de l'énergie afin de réviser les règles encadrant l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz retrouvés dans l'Arctique, notamment en ce qui a trait à la responsabilité limitée des compagnies en cas de déversement. L'ACDE a également fait des représentations pour le Low-Income Energy Network (LIEN) – dont l'ACDE est membre fondateur – sur de nombreuses questions concernant la Commission de l'énergie de l'Ontario. Toujours dans ce dossier et au nom du LIEN, l'ACDE a donné des conseils sur une vaste gamme de dossiers devant la Commission et d'autres agences provinciales, alors que celles-ci passent à l'action en mettant sur pied diverses initiatives afin d'appliquer les programmes ontariens touchant la pauvreté énergétique chez les ménages à faible revenu. L'ACDE a fourni des conseils à une Première Nation quant à l'agrandissement d'une centrale hydroélectrique. Enfin, l'ACDE a représenté un groupe de

citoyens – le Citoyens du comté de Renfrew – dans le cas d’une procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire concernant une installation de production de tritium.

Causes concernant les sites d’enfouissement

L’ACDE a épaulé des clients préoccupés par les nouveaux plans de développement du site d’enfouissement de Richmond, situé près de Napanee en Ontario. L’ACDE fournit des conseils à ses clients quant au processus d’évaluation environnementale d’une nouvelle proposition d’agrandissement, et quant aux modifications des approbations octroyées en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement* pour le site existant. Dans une autre cause, l’ACDE aide des clients dans une affaire de contamination de leur propriété et de leur source d’approvisionnement en eau potable par le lixiviat provenant du site d’enfouissement municipal situé à proximité. L’ACDE a également assisté un client préoccupé par le projet d’implantation du tristement célèbre « Site d’enfouissement 41 » dans le comté de Simcoe, jusqu’à ce que la municipalité concernée décide finalement de ne pas donner suite à ce projet et que les approbations préexistantes soient abrogées.

Causes concernant les activités minières

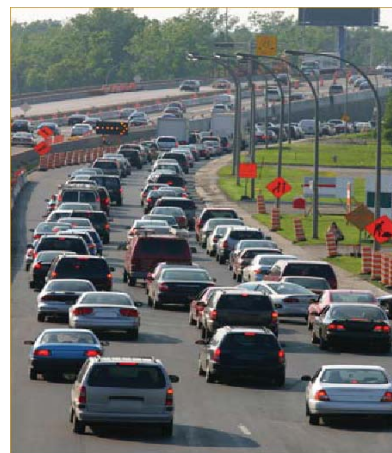
Dans le cadre d’une audience de la Cour suprême du Canada, l’ACDE a dirigé l’intervention de six groupes environnementaux concernant l’appel interjeté par l’initiative canadienne Mines Alerte dans l’affaire du projet minier de Red Chris. L’intervention de l’ACDE s’est particulièrement concentrée sur le droit à la participation des citoyens sous l’égide de la *Loi canadienne sur l’évaluation environnementale*. La Cour a tranché en faveur de Mines Alerte, conformément à l’intervention de l’ACDE concernant les points d’interprétation statutaire. L’ACDE a également fourni des conseils sommaires à différents clients concernant des activités d’extraction d’uranium, d’amiante et d’autres projets d’exploration et d’exploitation minière.

Causes concernant l'accès à la justice

L'ACDE a fourni des conseils en matière d'accès à l'information et a représenté un client qui souhaitait la divulgation d'informations au sujet des rejets dangereux advenant la défaillance d'une centrale nucléaire. Ponctué par de nombreuses décisions provisoires de la part du Commission d'accès à l'information, cet appel s'est poursuivi pendant deux ans. Une décision est attendue sous peu.

Causes concernant la pollution

L'ACDE représente un groupe d'intervenants au sein de la première procédure de la commission d'examen traitant d'une substance chimique dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques, sous l'égide de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*. L'ACDE fournit également des conseils sommaires sur différents cas de pollution dans plusieurs villes ontariennes.



Conseils sommaires généraux

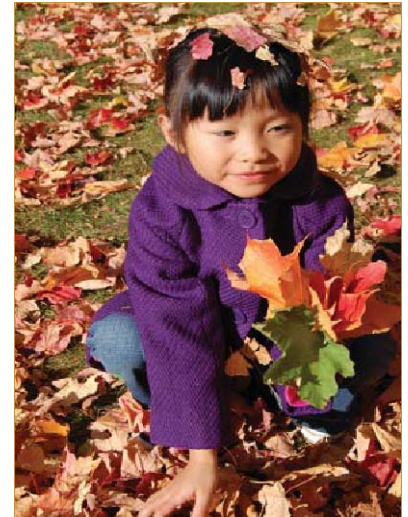
Chaque jour, l'ACDE fournit des conseils sommaires à une foule de clients sur une vaste gamme de questions touchant le droit environnemental. Divers sujets sont couverts tels que les règlements municipaux, les exigences en matière de garanties financières dans le cadre de la *Loi sur les mines*, la procédure à suivre pour faire une demande d'accès à l'information, les poursuites privées, la *Charte canadienne des droits environnementaux*, la procédure qui s'applique aux audiences de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, les espèces menacées et leur conservation, la planification de l'aménagement du territoire, comment faire appel face à une décision de modification de zonage ou à une modification du plan d'aménagement officiel, les préoccupations entourant la gestion des matières recyclables et des déchets, les pesticides, les substances toxiques retrouvées dans les produits de consommation, la pollution atmosphérique, la contamination par les biphényles polychlorés, les sites d'enfouissement, les habitations contaminées par les moisissures toxiques, de même que le nouveau processus d'approbation des énergies renouvelables.

RÉFORME DU DROIT

Les efforts de l'ACDE visant la réforme du droit ont essentiellement visé les cinq domaines prioritaires d'action stratégique qu'elle avait identifiés. Nous avons mené des campagnes, fourni des conseils, participé à des procédures et contribué à diverses questions de l'échelle locale à l'échelle mondiale.

Eau

Au cours de l'année, l'ACDE a travaillé de concert avec plusieurs groupes afin de recommander certaines améliorations aux lois et politiques concernant la conservation de l'eau. Cela a entre autres consisté à répondre à la proposition sur la *Loi sur le développement des technologies de l'eau et la conservation de l'eau*, en soulignant l'importance de la conservation afin de contribuer à préserver l'accès des utilisateurs à cette ressource, et à comparaître devant le Comité permanent des affaires gouvernementales afin de témoigner au sujet de cette loi. L'ACDE a poursuivi son travail de plaidoyer auprès du gouvernement provincial afin que ce dernier aille de l'avant avec ses règlements en matière de contrôle de diversion des eaux dans le bassin des Grands Lacs et ce, afin qu'il respecte ses engagements envers les juridictions voisines dans le cadre de l'application de l'Entente sur les ressources en eau durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve St-Laurent. De concert avec d'autres groupes, l'ACDE a également fourni des contributions et des conseils au Canada et aux négociateurs bilatéraux dans le cadre du renouvellement de l'Entente Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs. Les contributions de l'ACDE touchaient les sujets de la pollution des Grands Lacs, de la charge en nutriments, des changements climatiques et de la gouvernance. L'ACDE a de plus pris part à un Comité de direction technique coordonné par le Ministère de l'Environnement de l'Ontario afin de fournir des conseils concernant la gestion des substances chimiques ayant été détectées dans le bassin des Grands Lacs. Enfin, L'ACDE a fourni des conseils à des groupes ainsi que fait des commentaires sur le projet de loi S-11 du gouvernement fédéral, ce dernier traitant de la gestion de l'eau potable chez les communautés des Premières Nations.



Énergie

En collaboration avec d'autres membres du Low-Income Energy Network (LIEN), l'ACDE a travaillé avec ardeur au cours de la dernière année afin faire progresser la question de la pauvreté énergétique en Ontario. Suite à plusieurs propositions et représentations faites auprès de représentants gouvernementaux et des agences concernées, le gouvernement provincial a pris la décision de mandater la Commission de l'énergie de l'Ontario et la Ontario Power Authority afin qu'elles déploient une panoplie de programmes énergétiques dédiés aux ménages à faible revenu. L'ACDE et le LIEN ont continué à fournir de nombreuses contributions à divers intervenants – dont, entre autres, la Commission de l'énergie de l'Ontario, la Ontario Power Authority et le gouvernement provincial – afin que ces programmes répondent

le mieux possible aux besoins de ceux qui vivent dans un état de pauvreté énergétique. L'ACDE a également fait plusieurs propositions aux agences fédérales telles que l'Office national de l'énergie et la Commission canadienne de sûreté nucléaire sur différentes questions, dont une aide financière aux participants, les droits de ces derniers et les autres aspects permettant d'assurer une contribution publique adéquate aux décisions de ces agences.

Pollution et santé environnementale

L'ACDE a continué de prôner la réforme du système d'approbation en matière de pollution atmosphérique, en plaidant notamment de prendre en considération les effets cumulatifs des polluants ainsi que les questions d'équité. L'ACDE a également pris part aux consultations du Ministère de l'environnement ontarien portant sur l'approbation de l'un des principaux règlements sur la pollution et la qualité de l'air, soit le Règlement 149. L'ACDE a contribué au contenu des règlements et aux documents d'orientation de

la *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*, dont l'ACDE a ardemment soutenu l'adoption au cours des dernières années.

L'ACDE a également participé à la mise sur pied d'une nouvelle campagne visant les perturbateurs endocriniens et le cancer avec le « environnementale and Occupational Carcinogens Stakeholder Group » organisé par la branche ontarienne de la Société canadienne du cancer. L'ACDE a entrepris un travail de plaidoyer auprès des représentants du



gouvernement fédéral afin de discuter des efforts du Canada visant la ratification des modifications à la Convention de Stockholm qui porte sur les polluants organiques persistants (POP). Ce travail avait pour but de s'assurer que le Canada ratifie l'addition de neuf composés à la liste des POP, de même que de fournir des contributions au gouvernement en regard des négociations internationales entourant le traité sur le mercure. L'ACDE a du reste contribué à la réussite des efforts visant à assurer la participation des ONG à la première séance de négociation pour un traité mondial sur le mercure qui s'est tenue en juin 2010 à Stockholm, en Suède.

Au cours de l'année dernière, l'ACDE a présenté et fourni des conseils pour l'élaboration de nombreuses communications visant l'application du Plan fédéral de gestion des produits chimiques, ce qui inclut des évaluations de projet ou des propositions de gestion de risque portant sur des substances chimiques particulières telles que le bisphénol A, des groupes de substances chimiques tels que les composés

perfluorés, ainsi que des lots itératifs de substances chimiques désignées dans le défi lancé à l'entreprise par le Plan de gestion des produits chimiques. Nous avons été réjouis par la décision du gouvernement fédéral de bannir les usages du décabromodiphényléther (décaBDE) reliés aux biens de consommation, décision qui, selon nous, est le résultat de l'avis d'opposition soumis par l'ACDE et plusieurs autres ONG en réponse à la proposition réglementaire de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* publiée en décembre 2006. L'ACDE a contribué au projet de loi fédéral C-36 visant la mise à jour de la *Loi sur les produits dangereux* et des règlements qui lui sont associés. L'ACDE a du reste répondu au document de consultation de Santé Canada afin d'établir une définition opérationnelle pour le terme « nanomatériaux ».

Accès à la justice environnementale

L'ACDE a continué à plaider en faveur d'une législation s'opposant aux poursuites-bâillons (législation anti-SLAPP ou législation s'opposant aux poursuites stratégiques contre la mobilisation publique) en Ontario. Cette législation indispensable permettrait d'atténuer les inquiétudes des citoyens quant aux risques qu'ils encourent à se faire poursuivre s'ils s'impliquent dans le processus décisionnel en matière d'environnement. En réponse au plaidoyer de l'ACDE et d'autres organisations, le gouvernement a annoncé au cours de l'année qui vient de s'écouler la création d'un groupe d'experts pour formuler des avis sur le contenu de la législation s'opposant aux poursuites-bâillons.

Par ailleurs, l'ACDE a siégé à la table ronde portant sur la modernisation du processus d'autorisation organisée par le Ministère de l'environnement de l'Ontario et a préparé un dossier concernant la *Loi favorisant un Ontario propice aux affaires*, cette dernière établissant le cadre légal d'un système d'autorisation environnementale à deux niveaux en Ontario. S'adressant à la Commission de réforme du droit, l'ACDE a également fait des commentaires concernant la modernisation de la *Loi des infractions provinciales*. Au palier fédéral, des révisions à la *Loi sur la responsabilité nucléaire* ont été apportées pour la quatrième fois au cours des dernières années et l'ACDE y a contribué en indiquant comment cette loi pourrait être amendée de manière à mieux protéger les résidents de l'Ontario et du reste du Canada.

Aménagement du territoire, déchets et évaluation environnementale

Au cours de l'année qui s'est écoulée, l'ACDE a répondu à une proposition provinciale pour une nouvelle loi concernant la réduction des déchets qui couvrirait l'Ontario et a répondu à la consultation du gouvernement portant sur la démarche Zéro déchet, en aidant les organisations œuvrant notamment dans

les domaines de l'environnement et de la santé à préparer leurs réponses collectives à ces propositions. L'ACDE a également entrepris un projet plaidant pour la responsabilité élargie des producteurs, particulièrement dans le secteur de l'industrie automobile. La Déclaration de principes provinciale est présentement en cours de révision sous l'égide de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, et de concert avec d'autres groupes, l'ACDE a pris part à ce processus en préparant des propositions touchant notamment les domaines de l'eau et de l'énergie de la Déclaration. L'ACDE a également participé aux comités des finances du Sénat et de la Chambre des communes pour présenter un dossier et s'opposer aux changements à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* proposés par le projet de loi budgétaire (projet de loi C-9) du gouvernement fédéral.

ÉDUCATION POPULAIRE EN MATIÈRE DE DROIT ENVIRONNEMENTAL

L'ACDE a entrepris une année extrêmement active au chapitre de l'éducation populaire en matière de droit environnemental. Nous nous sommes efforcés de rejoindre le plus grand nombre de citoyens ontariens, de même que de fournir aux personnes dont les ressources sont limitées les outils nécessaires à leur participation au sein du processus décisionnel en matière d'environnement. Les participants ont été reçus dans la perspective selon laquelle l'accès à la justice environnementale est fondamental et dans cet esprit, nous avons présenté divers mécanismes de participation concrets à cette audience diversifiée. Certains de nos efforts d'éducation populaire en matière de droit environnemental sont décrits ci-après.

Le projet régional d'éducation populaire en matière de droit environnemental a fait des présentations à la Première Nation de Serpent River, à Chatham, Pembroke et Kenora, une présentation à un groupe parlant le mandarin à Toronto, de même que des présentations à Mattawa, Timmins et Oshawa sur des sujets revêtant un intérêt particulier pour ces régions.



En collaboration avec nos partenaires de projet et les membres du comité de direction, plusieurs ateliers ont été organisés dans le cadre de notre projet touchant l'équité environnementale « Making the Links ». Tenus en novembre et décembre 2009 à Cornwall, Kenora, Sarnia, Brantford, Hamilton et Windsor, ces ateliers avaient comme thèmes le droit environnemental, la participation publique, la santé en milieu de

travail et la santé environnementale. Nous avons également organisé les ateliers de Brownfields au sein des six communautés impliquées dans le projet « Making the Links », à la suite desquels ce projet fut mis en nomination pour un prix Brownie, offert par le Canadian Urban Institute. D'autres ateliers d'une durée d'une journée portant cette fois sur le droit, la santé et l'équité environnementale ont également été tenus dans ces six communautés en novembre 2010.

Dans le cadre du projet Les sentinelles de l'eau, plusieurs ateliers portant sur la protection des sources d'eau potable ont été tenus à Toronto et dans d'autres communautés à travers l'Ontario. Dédiées à un auditoire varié, plusieurs autres séances d'éducation populaire en matière de droit assorties de matériel didactique ont également eu lieu dans les régions que nous priorisons.

Notre travail d'éducation populaire en matière de droit a également consisté en la publication du *Recueil de jurisprudence canadienne en droit de l'environnement*, la rédaction d'un article pour le journal traitant de la nécessité d'une législation s'opposant aux poursuites-bâillons, la participation à la conférence de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa portant sur l'industrie minière canadienne et les droits humains, la rédaction d'un article de journal de droit soumis au *McGill Journal sur le Développement durable* inspiré d'une allocution prononcée lors de la conférence de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa de novembre qui portait sur les mines orphelines et abandonnées au Canada, ainsi qu'une allocution sur le mouvement de justice environnementale et les inégalités environnementales au Canada faite à la Faculté de droit de l'Université de Windsor. L'ACDE a également écrit un article pour la publication *Environews* de l'Association du Barreau de l'Ontario, celui-ci traitant de la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Mines Alert Canada c. Pêches et Océans Canada et al.* Un autre article, portant cette fois sur l'évaluation environnementale, a été publié dans un numéro spécial du *Journal of Environmental Law and Practice*. De plus, un article rédigé par l'ACDE traitant d'équité environnementale et du cas des Grands Lacs sera publié dans le journal *Les grands Lacs Préparent la Revue*. L'ACDE a également commenté le manuel sur le mercure du Réseau international pour l'élimination des POP. Par ailleurs, l'ACDE a fait des présentations sur la santé environnementale à titre de conférencier invité et ce, à différentes occasions : devant des étudiants en santé publique de l'Université Lakehead; des étudiants en santé mondiale de l'Université



Toronto; des étudiants en médecine de l'Université de l'Ouest de l'Ontario; ainsi qu'à des responsables de la santé publique et des puériculteurs à travers tout le Canada par l'entremise de téléconférences.

L'ACDE a procédé à un examen des données concernant les effets de l'environnement sur la santé des enfants qui met à jour le document intitulé *Ce qu'il faut savoir sur la santé des enfants et l'environnement*. Sur le plan de la santé infantile, l'ACDE a de plus contribué au développement et au lancement d'un manuel (ainsi que les feuilles d'information s'y rapportant) dédié aux inspecteurs en santé publique et qui porte sur diverses questions sanitaires dans les services de garde à l'enfance.

Le premier numéro de 2010 du bulletin de l'ACDE comportait une revue de la décennie en trois volets soulignant les activités réalisées en 2009 et au cours de la dernière décennie. Dédiées aux 19 régions et zones de planification visant la protection des sources d'approvisionnement en eau de la province, l'ACDE a publié autant de documents éducatifs et de sensibilisation portant sur la protection des sources d'approvisionnement en eau. L'ACDE a publié une feuille d'information portant sur les Premières Nations et l'eau afin de contribuer à la *Loi sur le développement des technologies de l'eau et la conservation de l'eau*, dont la portée est provinciale, et au projet de loi S-11 du gouvernement fédéral concernant le *Protocole pour la salubrité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations*. L'été dernier, l'ACDE a également pu bénéficier des efforts intensifs des étudiants en droit d'Osgoode et de l'Université de Toronto afin d'enrichir et de mettre à jour la foire aux questions sur les lois et réglementations touchant le cycle du combustible uranium, la loi sur l'eau, de même que sur les offices de protection de la nature et le processus décisionnel municipal. L'ACDE a également renouvelé le gestionnaire de contenu de son site Web, et a poursuivi ses efforts afin d'augmenter le contenu en français de ce dernier.

PROJETS

L'ACDE a poursuivi de nombreux projets et partenariats novateurs et de grande envergure afin de donner de l'essor à notre réforme du système juridique et à nos priorités en matière de plaidoyer. Quelques-uns de ceux-ci sont décrits plus en détails ci-après. L'ACDE a continué à jouer son rôle central au sein d'un projet collaboratif entre le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement et l'Alliance de prévention des maladies chroniques en Ontario. L'ACDE agit également à titre de meneur au sein d'un projet sur les « rénovations saines » visant à faire de la recherche et à développer du matériel éducatif afin d'assurer que les rénovations en matière d'efficacité énergétique ne se soldent pas par une exposition à des substances toxiques ou par des problèmes de qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments. En collaboration

avec ses partenaires, l'ACDE a publié différents rapports dans le cadre du projet *PollutionWatch*, dont *Protéger les Grands Lacs - le Bassin de Rivière de St.Lawrence et Boire Arroser Sources* de même qu'un rapport portant sur les niveaux de pollution dans le bassin des Grands Lacs. L'ACDE a également relancé cette année The Waterhole, le site Web du réseau des Sentinelles de l'eau servant à fournir de l'information aux citoyens quant à ce qu'ils peuvent faire pour participer à la protection des sources d'eau. L'ACDE a de plus reconstruit le gestionnaire de contenu du site Web du Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement afin qu'il puisse continuer à diffuser une information riche sur les questions de santé infantile reliées à l'environnement. Enfin, l'ACDE a pris part au comité de direction d'un projet communautaire d'outils destinés au milieu.

AUTRES RESSOURCES POUR NOS CLIENTS

Nous avons effectué cette année une mise à jour complète de notre liste d'avocats référés sur notre site Web et nous accueillons favorablement les requêtes d'avocats œuvrant dans les domaines environnemental, municipal et des préjudices personnels qui voudraient être inscrits sur notre liste.

Afin de mieux accroître nos capacités en matière de plaidoyer et de réforme du droit, nous avons instauré une revue trimestrielle des requêtes soumises par des avocats, des étudiants en droit, des scientifiques, des ingénieurs et autres personnes intéressés à faire du bénévolat auprès de l'ACDE.



L'ACDE héberge la collection d'ouvrages de la Bibliothèque de ressources pour l'environnement et le droit qui demeure accessible au public. La base de données a été mise à jour cette année, et l'affichage en ligne de même que l'efficacité du moteur de recherche du catalogue de la bibliothèque ont été améliorés.

L'ensemble des membres du personnel et du Conseil d'administration de l'ACDE désire exprimer sa reconnaissance à tous nos bailleurs de fonds, à Aide juridique Ontario, à nos nombreux partenaires de projet et collègues qui travaillent ensemble dans un climat collaboratif, à nos avocats bénévoles, étudiants en droit et tous les autres. L'ensemble de vos contributions nous permettent d'offrir une vaste gamme de services juridiques, du matériel éducatif ainsi que des efforts soutenus en vue de réaliser la réforme du

système juridique. Nous espérons d'ailleurs poursuivre ce travail au cours de l'année qui vient.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Theresa McClenaghan', with a large, stylized flourish at the end.

Theresa McClenaghan

Directrice générale
Novembre 2010

États financiers vérifiés pour 2009-2010

Bilan

	Au 31 mars de l'année				
	Clinique	Litige	Autre	2010	2009
Actifs					
À court terme					
Comptant	---\$	45 892\$	363 656\$	409 548\$	421 302\$
Subventions et créances	8 239\$	78 967\$	26 526\$	113 732\$	137 434\$
Montants dus par la clinique	---\$	---\$	2 267\$	2 267\$	---\$
Frais payés à l'avance	15 880\$	---\$	---\$	15 880\$	5 421\$
	<u>24 119\$</u>	<u>124 859\$</u>	<u>392 449\$</u>	<u>541 427\$</u>	<u>564 187\$</u>
Dépôt de location, dû au 31 mai 2012	10 508\$	---\$	---\$	10 508\$	10 508\$
Immobilisations	---\$	---\$	486\$	486\$	691\$
	<u>10 508\$</u>	<u>---\$</u>	<u>486\$</u>	<u>10 994\$</u>	<u>11 199\$</u>
	<u>34 627\$</u>	<u>124 859\$</u>	<u>392 935\$</u>	<u>552 421\$</u>	<u>575 386\$</u>
Passifs					
À court terme					
Découvert bancaire	6 243\$	---\$	---\$	6 243\$	---\$
Comptes courants et charges à payer	70 743\$	5 669\$	20 094\$	96 506\$	51 213\$
Revenus reportés	---\$	---\$	147 045\$	147 045\$	173 242\$
Dû à d'autres fonds	2 267\$	---\$	---\$	2 267\$	---\$
	<u>79 253\$</u>	<u>5 669\$</u>	<u>167 139\$</u>	<u>252 061\$</u>	<u>224 455\$</u>
Actifs nets	<u>(44 626\$)</u>	<u>119 190\$</u>	<u>225 796\$</u>	<u>300 360\$</u>	<u>350 931\$</u>
	<u>34 627\$</u>	<u>124 859\$</u>	<u>392 935\$</u>	<u>552 421\$</u>	<u>575 386\$</u>

Note: Cette information est un état financier condensé qui provient et est compatible avec les états financiers vérifiés de l'Association canadienne du droit de l'environnement en date du 31 mars 2010. La vérification des états financiers a été effectuée par le cabinet d'experts-comptables Chaplin and Co. conformément aux normes de vérification canadienne généralement acceptées, et qui a émis une appréciation non modifiée de ces états financiers dans son rapport daté du 4 juin 2009. Afin d'obtenir une meilleure compréhension de la position financière de l'organisme et des résultats de ces opérations et des flux de l'encaisse pour l'année en question, les états financiers condensés devraient être examinés à la lumière des états financiers vérifiés appropriés, qui sont offerts sur demande.

État des opérations et actifs nets

	Clinique	Litige	Autre	Exercice se terminant au 31 mars	
				2010	2009
Revenus					
Aide juridique Ontario	1136301\$	---	---	1136301\$	1122059\$
Paiements indirects d'Aide juridique Ontario	9 223\$	---	---	9 223\$	10 301\$
Subventions	---	---	377 852\$	377 852\$	203 734\$
Honoraires	---	---	8 313\$	8 313\$	1 130\$
Intérêts	3 008\$	52\$	1 950\$	5 070\$	5 956\$
Recouvrements et autres	---	1 743\$	1 711\$	3 454\$	6 172\$
	<u>1 148 592\$</u>	<u>1 795\$</u>	<u>389 826\$</u>	<u>1540213\$</u>	<u>1349352\$</u>
Dépenses					
Amortissements	---	---	205\$	205\$	295\$
Frais de communication, impression et diffusion	19 505\$	---	11 830\$	31 335\$	30 198\$
Services contractuels	---	---	185 012\$	185 012\$	51 902\$
Équipement	5 347\$	---	---	5 347\$	6 669\$
Paiements indirects	9 223\$	---	---	9 223\$	10 301\$
Recouvrement des fonds excédentaires (Aide juridique Ontario)	3 332\$	---	---	3 332\$	16 887\$
Achats pour la bibliothèque	14 538\$	---	---	14 538\$	12 836\$
Frais d'utilisation	130 608\$	---	---	130 608\$	125 652\$
Frais de bureau et frais généraux	33 950\$	6 939\$	17 064\$	57 953\$	69 699\$
Cotisations professionnelles	11 181\$	---	---	11 181\$	2 883\$
Vacations	6 945\$	---	2 280\$	9 225\$	9 225\$
Salaires et avantages sociaux	936 355\$	---	176 126\$	1112 481\$	1008668\$
Frais de voyage	11 392\$	---	8 952\$	20 344\$	10 809\$
	<u>1 182 376\$</u>	<u>6 939\$</u>	<u>401 469\$</u>	<u>1590 784\$</u>	<u>1356 024\$</u>
Excédent des dépenses sur les revenus pour l'année	(33 784\$)	(5 144\$)	(11 643\$)	(50 571\$)	(6 672\$)
Actifs nets au début de l'année	(10 842\$)	124 334\$	237 439\$	350 931\$	357 603\$
Actifs nets à la fin de l'année	(44 626\$)	119 190\$	225 796\$	300 360\$	350 931\$

MERCI!

L'ACDE est doté d'employés, de membres du conseil et de bénévoles merveilleux. De plus, nous apprécions énormément l'appui et les bonnes relations que nous entretenons avec nos clients. Nous travaillons en collaboration avec plusieurs organisations et particuliers. Sincères remerciements aux personnes suivantes :

Le Conseil d'administration de l'ACDE:

Lauren Alcorn	Kathleen Cooper	Kaitlyn Mitchell
Michele Anderson	Bruce Davidson	Ramani Nadarajah
Vicki Barron	Miriam Diamond	Jacinta O'Brien (President)
Elizabeth Block	Sharon Fleishman	Grace Patterson
Margaret Casey	Renee Griffin	Graham Rempe
Lesley Cameron (Chair)	John Jackson	Theresa McClenaghan
Joe Castrilli	John Lang	
Brian Chang	Sarah Miller	

Le personnel permanent de l'ACDE:

Mary Anderson	Sharon Fleishman	Kaitlyn Mitchell
Joe Castrilli	Renee Griffin	Sarah Miller
Kathleen Cooper	Leah Harms	Ramani Nadarajah
Fe de Leon	Rick Lindgren	Christopher Waffle
Burgandy Dunn	Theresa McClenaghan	Frederic Perron-Welch

Les contractuels et/ou conseillers experts:

Alan Abelsohn	Alan Dixon	Katie Tucker
Chaplin & Company	John Jackson	Tracy Tucker
Stephen Collette	Catherine Miller	Anne Wordsworth
Miriam Diamond	Sarah Rang	

Les bénévoles:

Amanda Carpenter
Brian Chang
Grace Qiaoling Chen
Meghan Creighton
Isobel Foote
Charles Hatt
Terrence Liu
Kevin Moraes
Alexandra Mingo



Matthew Muldoon
Debbie Nolan
Catherine Polcz
Danielle Rode Farshad
Salehzadeh
Marie Sydney
Anne Thompson
Jacqueline Wilson

Les partenaires et partenariats clés:

Advocacy Centre for Tenants Ontario
Ban Asbestos Canada
Campaign for Nuclear Phaseout
Canadian Association of Physicians for the Environment
Canadian Centre for Policy Alternatives
Canadian Environmental Network
Canadian Network for Environment, Health and Social Equity
Canadian Partnership Against Cancer – National Committee on Environmental and Occupational Exposures
Canadian Partnership for Children’s Health and Environment
Canadian Institute for Environmental Law and Policy
Centre for Social Innovation Coalition on the Niagara Escarpment
Environmental Defence
Environmental and Occupational Carcinogens Stakeholder Group led by the Canadian Cancer Society, Ontario Division
Environmental Health Institute of Canada
Freshwater Future
Frog Hollow Neighbourhood House – Vancouver
Great Lakes Compact/Agreement Coalition
Great Lakes United
Greater Toronto Area Cancer Prevention and Screening Network
HomeSafe
International POPS Elimination Network
Low Income Energy Network
Lowell Center for Sustainable Production - University of Massachusetts at Lowell
Occupational Health Clinics for Ontario Workers Inc.
Ontario Chronic Disease Prevention Alliance
Ontario Environment Network
Ontario Public Health Association
Northwatch
Pollution Probe
PollutionWatch
The Biodiversity Project Take Charge on Toxics Campaign
Toronto Cancer Prevention Coalition
Toronto Environmental Alliance
The Water Guardians Network
Wilfred Laurier University



De plus, nous désirons particulièrement remercier nos bailleurs de fonds qui ont rendu tout ceci possible. Nos fonds d'opération principaux sont fournis par Aide juridique Ontario. Fréquemment, en même temps que nos organismes partenaires, nous avons reçu de généreuses subventions de projets de plusieurs fondations privées et aussi des agences gouvernementales. Cet apport de fonds supplémentaires, en plus de l'aide fournie par Aide juridique Ontario, augmentent énormément la faculté de l'ACDE d'élaborer des réformes juridiques et d'offrir de la formation juridique au public à l'échelle provinciale et canadienne.

Sincères remerciements aux organisations suivantes :

Bailleurs de fonds:

Canadian Auto Workers
Canadian Environmental Network
Chiefs of Ontario, Environment Canada
Environmental Defence
Frog Hollow Neighbourhood House - Vancouver and the Public Health Agency of Canada
Health Canada, Human Resources Skills Development Canada
International Joint Commission
Joyce Foundation
Law Foundation of Ontario
Legal Aid Ontario, Ontario, Ministry of Environment
Ontario Trillium Foundation
Public Health Agency of Canada
Salamander Foundation
Walter Duncan Gordon Foundation

Nous annonçons le lancement du Prix Michelle, la bourse d'études du 40^e anniversaire de l'ACDE en mémoire de Michelle Swenarchuk

À la mémoire de la vie et du travail de Michelle Swenarchuk, conseillère, directrice générale et avocate de longue date pour l'ACDE, nous sommes fiers d'annoncer la création d'une bourse d'études en son honneur. Nous tentons d'amasser un fonds suffisamment important afin d'octroyer une bourse unique qui servira à soutenir les travaux d'étudiants qui poursuivent les activités de justice légale et sociale initiées par Michelle et dans lesquelles elle a d'ailleurs excellé. Plus de détails seront disponibles au www.cela.ca. Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec John Lang, président du comité des bourses d'études, à langjb@sympatico.ca.





Association canadienne du droit de l'environnement

130 Spadina Avenue, Suite 301
Toronto, Ontario, Canada
M5V 2L4
Tel: 416-960-2284
Fax: 416-960-9392
www.cela.ca